

Art. 3. De Minister, tot wiens bevoegdheden de KMO's behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 september 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

F. 94 — 138

[C — 27014]

16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre des articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement Wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de promouvoir et d'inciter, dans les meilleurs délais, les investissements mettant en œuvre des produits ou procédés valorisant les énergies renouvelables;

Considérant que pour l'application du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, il y a lieu de ne prendre en considération que les politiques d'intérêt particulier visées par cette norme, à l'exclusion de toute autre et que seuls peuvent être pris en considération pour le bénéfice des aides les investissements destinés à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en œuvre de ces politiques d'intérêt particulier, à l'exclusion des investissements destinés à la production desdites immobilisations;

Sur la proposition du Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;
- prime : la prime à l'investissement visée à l'article 12 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- programme d'investissements : un ensemble d'opérations et dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « Immobilisés »;
- début du programme d'investissements : la date de la première commande.

Art. 2. La mise en œuvre d'une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables a pour objectif d'inciter les entreprises à utiliser ces énergies, à l'exclusion de toute autre.

Les énergies renouvelables sont :

- l'énergie solaire;
- l'énergie éolienne;
- l'énergie hydraulique;
- l'énergie résultant du traitement non polluant des déchets industriels ou urbains;
- la biomasse, en ce compris les biocarburants d'origines agricole, sylvicole et horticole;
- l'énergie géothermique.

Art. 3. Relèvent de la politique des énergies renouvelables, les entreprises qui réalisent un programme d'investissements en Région wallonne, permettant l'utilisation en tout ou en partie des procédés relatifs aux énergies renouvelables.

Art. 4. Les entreprises présentant des programmes d'investissements devront disposer des autorisations requises en vertu des réglementations existantes, notamment :

- permis de bâtir;
- permis d'exploiter;
- droit d'eau;
- autorisation de déversement d'eaux usées;
- autorisation de captage des eaux en surface ou des eaux souterraines.

Art. 5. Sont admissibles dans les limites fixées aux articles 2 et 3, les programmes d'investissements présentés par toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, ou par une division ou un siège d'exploitation faisant partie de ces personnes juridiques constituant une unité distincte d'exploitation, localisé en Région wallonne.

Sont également admissibles, les programmes d'investissements réalisés par un ensemble de personnes juridiques telles que définies à l'alinéa 1er, pour autant qu'elles constituent une unité technique d'exploitation homogène.

Art. 6. § 1er. La prime pouvant être octroyée est fixée à 15 % du montant du programme d'investissements admis.

§ 2. L'avis de la Direction générale des Technologies et de la Recherche est sollicité préalablement afin de déterminer le caractère éligible du programme d'investissements.

Art. 7. La décision d'octroi est subordonnée à un engagement écrit de l'entreprise indiquant les effets escomptés du programme d'investissements.

Art. 8. § 1er. La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise, après réalisation complète du programme d'investissements.

§ 2. La Direction générale de l'Economie et de l'Emploi opère un contrôle de la réalisation du programme d'investissements et, pour les entreprises qui réalisent un programme d'investissements permettant l'utilisation en tout ou en partie des procédés relatifs aux énergies renouvelables, la Direction générale des Technologies et de la Recherche vérifie également que le programme d'investissements a produit les effets escomptés.

§ 3. A défaut du respect des objectifs par l'entreprise, il est procédé à la restitution de la prime.

Art. 9. En tout état de cause, la Région wallonne peut procéder à un contrôle au sein des entreprises bénéficiaires.

Ce contrôle peut être effectué dès qu'une décision favorable a été prise et ce, jusqu'au moment où les obligations de l'entreprise envers la Région wallonne sont échues.

Art. 10. Le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 138

[C — 27014]

16. SEPTEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen der Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, so schnell wie möglich die Investitionen zu unterstützen und zu fördern, bei denen Produkte oder Verfahren eingesetzt werden, durch die die regenerative Energie verwertet wird;

In der Erwägung, daß es für die Anwendung des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung Anlaß gibt, ausschließlich die durch diese Norm betroffene Politik mit spezifischen Interessen und keine andere zu berücksichtigen, und daß für den Genuß der Beihilfen ausschließlich die Investitionen in Betracht gezogen werden dürfen, die zur Anwendung der Anlagevermögen zur Einsetzung dieser Politik mit spezifischen Interessen bestimmt sind, und nicht die Investitionen, die zur Schaffung der besagten Anlagevermögen bestimmt sind;

Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel. 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;
- « Prämie » : die Investitionsprämie im Sinne von Artikel 12 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;
- « Investitionsprogramm » : eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter Rubrik « Anlagevermögen » angeführt sein müssen;
- « Beginn des Investitionsprogramms » : das Datum des ersten Auftrags.

Art. 2. Die Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie soll die Betriebe dazu anregen, ausschließlich solche Energie zu benutzen :

- Sonnenenergie;
- Windenergie;
- Wasserkraft;
- Energie aus der umweltfreundlichen Aufbereitung von Industrie- oder Haushaltsabfällen;
- Biomasse, einschließlich der Biokraftstoffe landwirtschaftlicher, forstwirtschaftlicher und gartenbaulicher Herkunft;
- geothermische Energie.

Art. 3. Die Politik der regenerativen Energie betrifft die Betriebe, die ein Investitionsprogramm in der Wallonischen Region durchführen, durch das die Verfahren bezüglich der regenerativen Energie ganz oder teilweise angewandt werden können.

Art. 4. Die Betriebe, die Investitionsprogramme vorlegen, müssen die aufgrund der bestehenden Regelungen erforderlichen Genehmigungen haben, insbesondere :

- Baugenehmigung;
- Betriebsgenehmigung;
- Wassernutzungsrecht;
- Genehmigung für die Ableitung von Abwässern;
- Genehmigung für die Gewinnung von Oberflächen- oder Grundwasser.

Art. 5. In dem in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Rahmen können die Investitionsprogramme zugelassen werden, die vorgelegt werden von jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat, oder von einer Betriebsabteilung bzw. einem Betriebsitz, die bzw. der zu diesen juristischen Personen gehört, einen unabhängigen Betrieb bildet und in der Wallonischen Region gelegen ist.

Die Investitionsprogramme, die von einer Reihe von juristischen Personen im Sinne von Absatz 1 ausgeführt werden, sind ebenfalls zulässig, insofern diese Personen einen homogenen technischen Betrieb bilden.

Art. 6. § 1. Die Prämie, die gewährt werden kann, ist auf 15 % des Betrags des zugelassenen Investitionsprogramms festgesetzt.

§ 2. Das Gutachten der Generaldirektion der Technologien und der Forschung wird vorher eingeholt, um die Förderungswürdigkeit des Investitionsprogramms zu bestimmen.

Art. 7. Der Beschluß zur Gewährung der Prämie unterliegt einer schriftlichen Verpflichtung des Betriebs, in dem die erhofften Resultate des Investitionsprogramms angegeben sind.

Art. 8. § 1. Die Prämie wird nach vollständiger Ausführung des Investitionsprogramms ausgezahlt, nachdem der Betrieb die Auszahlung beantragt hat.

§ 2. Die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung kontrolliert die Ausführung des Investitionsprogramms, und für die Betriebe, die ein Investitionsprogramm ausführen, durch das die Verfahren bezüglich der regenerativen Energie ganz oder teilweise angewandt werden können, überprüft die Generaldirektion der Technologien und der Forschung, ob das Investitionsprogramm zu den erhofften Resultaten geführt hat.

§ 3. Wenn der Betrieb die Ziele nicht einhält, muß die Prämie zurückgezahlt werden.

Art. 9. Die Wallonische Region kann auf jeden Fall eine Kontrolle innerhalb der Betriebe vornehmen, die die Prämie erhalten haben. Diese Kontrolle kann durchgeführt werden, sobald ein günstiger Beschluß gefaßt worden ist, und zwar bis zum Zeitpunkt, zu dem die Verpflichtungen des Betriebs gegenüber der Wallonischen Region erlöschen.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

VERTALING

N. 94 — 138

[C — 27014]

16 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van de artikelen 5 en 5bis van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is zo vlug mogelijk de investeringen te bevorderen en aan te sporen, die producten of technieken in werking stellen om hernieuwbare energieën te valoriseren;

Overwegende dat, bij toepassing van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, het geboden is enkel rekening te houden met de bij deze norm bedoelde beleiden van bijzondere aard, met uitzondering van alle andere, en dat enkel in aanmerking kunnen komen voor het recht op de tegemoetkomingen de investeringen voor het gebruik van activa die de inwerkingstelling toelaten van deze beleiden van bijzondere aard, uitgezonderd de investeringen voor de productie van vermelde activa;

Op de voordracht van de Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort;
- premie : de investeringspremie bedoeld in artikel 12 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;
- investeringsprogramma : een geheel van verrichtingen en uitgaven die verplichtend opgenomen moeten worden in de activa van de balans, onder de rubriek « Vaste activa »;
- begin van het investeringsprogramma : de datum van de eerste bestelling.

Art. 2. De inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën heeft tot doel de ondernemingen aan te sporen deze energieën te gebruiken, met uitsluiting van alle andere.

De hernieuwbare energieën zijn :

- de zonneënergie;
- de windenergie;
- de waterenergie;
- de energie die voortkomt uit de niet vervuilende behandeling van industriële of stedelijke afval;
- de biomassa, met inbegrip van biobrandstoffen van landbouwkundige, bosbouwkundige en tuinbouwkundige herkomst;
- de aardwarmte als energiebron.

Art. 3. Maken deel uit van het beleid inzake hernieuwbare energieën de ondernemingen die, in het Waalse Gewest, een investeringsprogramma uitvoeren waarbij het gebruik van technieken met betrekking tot hernieuwbare energieën volledig of gedeeltelijk mogelijk is.

Art. 4. De ondernemingen, die investeringsprogramma's voorleggen, zullen over de krachtens de geldende reglementeringen vereiste machtigingen moeten beschikken, met name :

- bouwvergunning;
- uitbatingsvergunning;
- waterrecht;
- machtiging tot storting van afvalwater;
- machtiging tot winning van oppervlakte- of grondwater.

Art. 5. Komen in aanmerking binnen de in artikelen 2 en 3 vastgestelde grenzen de investeringsprogramma's die voorgesteld zijn door iedere natuurlijke persoon of in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon, of door een afdeling van of door een in het Waalse Gewest gevestigde exploitatiezetel die deelt uitmaakt van deze rechtspersonen, welke een afzonderlijke exploitatie-eenheid vormen.

Komen tevens in aanmerking de investeringsprogramma's verricht door een geheel van rechtspersonen zoals bepaald in het eerste lid, voor zover zij een homogene technische exploitatie-eenheid vormen.

Art. 6. § 1. De toekenbare premie is vastgesteld op 15 % van het bedrag van het toegelaten investeringsprogramma.

§ 2. Het advies van de Algemene Directie van Technologieën en Versing is voorafgaand vereist om vast te stellen of het investeringsprogramma in aanmerking kan komen.

Art. 7. De toekenningsbeslissing is onderworpen aan een geschreven verbintenis van de onderneming, waarin de gewenste resultaten van het investeringsprogramma vermeld worden.

Art. 8. § 1. De vereffening van de premie is onderworpen aan de aanvraag van de onderneming om uitbetaling, na de volledige realisatie van het investeringsprogramma.

§ 2. De Algemene Directie Economie en Tewerkstelling oefent een controle uit op de uitvoering van het investeringsprogramma en, wat betreft de ondernemingen die een investeringsprogramma uitvoeren waarbij technieken met betrekking tot hernieuwbare energieën geheel of ten dele gebruikt kunnen worden, houdt de Algemene Directie van Technologieën en Versing ook toezicht over de uitvoering van het investeringsprogramma overeenkomstig de nagestreefde resultaten.

§ 3. Indien de onderneming haar doeleinden niet naleeft, wordt er overgegaan tot de terugbetaling van de premie.

Art. 9. In ieder geval kan het Waalse Gewest overgaan tot een controle op de rechthebbende ondernemingen. Deze controle kan plaatsvinden zodra een gunstige beslissing genomen is en dit, tot het ogenblik dat de verplichtingen van de ondernemingen ten opzichte van het Waalse Gewest vervuld zijn.

Art. 10. De Minister, tot wiens bevoegdheid de Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 september 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

F. 94 — 139

[C — 27017]

16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre des articles 5 et 5 bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre et sans délai, une politique d'aide aux investissements économiques ayant également pour objet de réduire sensiblement les nuisances et la pollution afin de préserver l'environnement;

Considérant que pour l'application du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, il y a lieu de ne prendre en considération que les politiques d'intérêt particulier visées par cette norme, à l'exclusion de toute autre et que seuls peuvent être pris en considération pour le bénéfice des aides les investissements destinés à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en œuvre de ces politiques d'intérêt particulier, à l'exclusion des investissements destinés à la production des dites immobilisations;

Sur la proposition du Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;
- prime : la prime à l'investissement visée à l'article 12 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- programme d'investissements : un ensemble d'opérations et dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « Immobilisés ».

Art. 2. La mise en œuvre d'une politique spécifique en matière d'environnement a pour objectif d'inciter les entreprises à respecter des normes plus rigoureuses que celles imposées par la Région, l'Etat ou les Communautés européennes dans ce domaine, à promouvoir des activités de recyclage-récupération et à mener des actions d'assainissements des sites pollués, à l'exclusion de toute autre.

Cette politique s'exerce dans les créneaux suivants :

- la pollution atmosphérique;
- la pollution par le bruit;
- les risques technologiques majeurs;
- le rejet des eaux usées;
- les déchets;
- la pollution des sols et des nappes aquifères.